



AMBASSADE DE SUISSE  
EN URSS

JS/at

Rapport politique No 4

CONFIDENTIEL

Position et politique  
de Brejnev

*Hon. Gewerkschafter* *ala*

Moscou, le 1er août 1973.

an					ala
Datum					B 20. nov. 13
Vice					<i>[Signature]</i>
EPD					B 20. nov. 13
Ref. p. A. 21. 31.					<i>Monkoms</i>

*[Signature]*

Monsieur le Conseiller fédéral P. Graber  
Chef du Département politique fédéral

3003 B e r n e

Monsieur le Conseiller fédéral,

C'est le Plénium du Comité central du Parti d'avril 1973 qui a marqué, on peut le dire, l'aboutissement des efforts patients et soutenus de Brejnev pour s'assurer une position "hors pair" à la tête du pays. Cet aboutissement a été en quelque sorte ratifié par le Plénium qui sanctionnait en même temps l'élimination de deux membres du Politbureau dont les opinions divergeaient de celles du Secrétaire général, et la nomination de trois nouveaux membres de cet organe dont l'appui était utile au Chef du Parti.

L'analyse des moyens dont ce dernier a usé pour se porter peu à peu au sommet révèle qu'à dater du Plénium du 15 décembre 1969 - c'est le moment où ses intentions sont devenues plus perceptibles - la politique par laquelle il a pu finalement réduire ses opposants au silence n'était pas déterminée au départ. Elle s'est développée d'une façon pragmatique jusqu'à devenir cette politique que les pays d'obédience moscovite célèbrent dans ce que le monde communiste appelle, mais depuis peu seulement, le "Programme de Paix du 24ème Congrès".

- 2 -

Par sa personnalité plus accusée qu'une naturelle prudence l'a cependant incité à ne pas affirmer prématurément, par son intelligence plus vive et par une subtilité dans la pensée et dans l'action plus accusée, Brejnev démontre aujourd'hui qu'il partait favorisé. Patriote convaincu comme le sont tous les Russes, anxieux de voir son pays immense et riche dépasser en prestige et en puissance tous les autres et surtout les Etats-Unis, il semble avoir été le premier à saisir dans sa dure réalité la menace que fait peser sur l'avenir de l'URSS le considérable retard de son économie.

Son discours au Plénum de décembre 1969 n'a jamais été publié. On sait néanmoins qu'il s'est mis en flèche en critiquant violemment les insuffisances et les pauvres résultats de l'économie. La responsabilité qu'il assumait n'était pas sans risque. Il rompait d'abord avec les habitudes de la direction collégiale, et il mettait ensuite en cause, directement ou indirectement, plus d'un de ses collègues. C'est peu après que la presse occidentale, avec un peu de précipitation, s'est fait l'écho d'un mouvement d'opposition au Secrétaire général au sein du Politbureau. Même si les noms qui avaient alors été avancés s'avérèrent inexacts, il demeure que l'initiative de Brejnev n'avait pas été appréciée de tous.

Il convient ici de rappeler l'habile processus que le Chef du Parti sut mettre en mouvement pour faire endosser par l'ensemble du Plénum une responsabilité que lui seul avait prise. Non seulement ce Plénum prit acte officiellement et approuva le discours du Secrétaire "sur les activités pratiques du Politbureau dans les domaines de la politique extérieure et intérieure", et toute la direction collégiale se trouvait désormais engagée, mais c'est ensuite le Présidium du Soviet Suprême qui en fit autant. Brejnev disposait évidemment d'une majorité au Comité central et de l'appui de Podgorny, un fidèle, par

- 3 -

opportunisme prudent. Plus tard, le Conseil des Ministres de l'URSS sera la troisième haute instance qui, avec le Plénum et le Présidium du S.S., donnera son plein appui aux résolutions dont la paternité du Chef du Parti est évidente. En décembre 1969, Kossyguine ne s'était apparemment pas rallié encore aux thèses de celui-ci comme il le fera ultérieurement, peut-être par nécessité.

Si cette manoeuvre qui consiste à faire entériner par des instances qui se succèdent en cascade les initiatives ou les actions d'un seul mérite d'être soulignée, comme cela a été fait dans des rapports précédents, c'est qu'elle va se perfectionner et se polir au point de devenir une procédure habituelle. Cette manière d'imposer un partage de la responsabilité dont pour finir le peuple soviétique dans son ensemble, par la chaîne des soviets successifs, est investi, consolide les arrières du Secrétaire général qui ne court pas le risque de se voir reprocher plus tard quelque chose à quoi tous les Soviétiques ont donné leur approbation toujours enthousiaste. En plus, par un phénomène particulier à la Russie où chacun a toujours accepté et révééré, sans jamais se poser une question, celui qui a atteint au sommet, l'affermissement de la position du Secrétaire général a été de pair avec une acceptation sans cesse plus aisée, depuis le sommet jusqu'en bas, de ses initiatives et de ses actions. A cela, il n'y a rien de surprenant: les opposants, les frondeurs ou les mécontents, lorsqu'ils voient que l'homme le plus fort rallie à lui de plus en plus d'appuis et que certains gêneurs sont éliminés, font assez rapidement volte-face et préfèrent sauver leurs privilèges en se ralliant à leur tour.

L'année 1970 voit le Secrétaire général multiplier les activités qui témoignent du renforcement graduel de son autorité mais qui font qu'en même temps il s'arroge des

- 4 -

compétences qui n'étaient pas les siennes. Il s'affirme comme un homme dur, décidé à lutter contre les erreurs et les insuffisances qu'il dénonce sans ambiguïté et à pousser au travail un peuple plutôt apathique. Il se montre - comme dans son discours à l'anniversaire de Lénine - d'une orthodoxie intransigeante et il met l'accent sur les aspects les plus dogmatiques de la ligne du Parti.

L'année 1971 est celle du 24ème Congrès et la première du plan quinquennal approuvé par celui-ci après une élaboration de plusieurs mois et marquée de bien des difficultés qui retardèrent et son application, et la convocation du Congrès. A cette occasion, l'impérialisme "ennemi des peuples et du progrès social" continue d'être dénoncé sans ménagements. Il est le fait des puissances capitalistes dont les bouleversements économiques attestent que "la crise générale du capitalisme continue de s'approfondir". Les Etats-Unis, les pays d'Europe occidentale et, parmi eux, les six surtout, le Japon aussi, sont traités d'une manière qui ne laisse guère présager la grande "ouverture à l'ouest" qui débutera en 1972. En effet, lorsque le Secrétaire général, passant par Berlin où il fait une halte, se rend en France sur invitation du Président Pompidou, bien des indices montrent qu'en Union soviétique des gens hauts placés s'inquiètent de ces contacts trop amicaux avec le monde capitaliste et mettent en garde les responsables du Parti. Brejnev, cependant, paraît être gagné de plus en plus par l'idée qu'à défaut de l'aide massive des pays les plus développés, l'économie soviétique sera impuissante à combler par ses propres moyens son retard qui s'accroît. Cette aide, c'est sous le couvert de la coopération "mutuellement avantageuse" que l'URSS doit l'obtenir. Etant donné les dimensions que devra prendre cette coopération, l'ouverture à l'ouest (et à l'est: le Japon) est inéluctable.

- 5 -

Un événement politique majeur: l'annonce de la visite du Président Nixon à Pékin, devait amener les dirigeants soviétiques (il serait plus exact de dire Brejnev) à précipiter le rapprochement avec les Etats-Unis. L'accueil réservé à Moscou, en mai 1972, au Président américain était plus que ne pouvait supporter les partisans de la lutte sans merci contre le capitalisme impérialiste. L'élimination, en deux étapes, du membre du Politbureau Chelest démontre que ces opposants n'étaient plus de taille à résister au Secrétaire général et à la majorité qu'il s'était assuré au Comité central. Kossyguine, dont l'attitude, tout au long de la visite de Nixon, trahissait l'indéniable mécontentement, en fut pourtant réduit à s'aligner.

Pour imposer la politique qu'il juge utile à son pays, le Chef du Parti a dû, en l'espace d'un an, en façonner la définition et la présentation de manière que quiconque eût voulu l'attaquer se fut rendu coupable ipso facto de trahison à l'égard des idées de Lénine.

Déjà au 24ème Congrès, le Secrétaire général avait pris soin de se référer constamment à Lénine, à ses idées, à sa politique dont il ne manquait pas de répéter qu'elle était fidèlement poursuivie par le Parti. Vis-à-vis du dehors, cette politique s'exprime par le désir de développer la co-existence pacifique avec les pays à régimes sociaux différents. Cette co-existence, est-il-dit, favorise la détente internationale, éloigne donc le spectre des guerres, et encourage la coopération mutuellement avantageuse dans les domaines les plus variés. D'innombrables articles ont vu le jour en URSS et dans les pays inféodés à celui-ci sur cette forme prometteuse des relations internationales dont des analyses rassurantes sont offertes au public.

C'est la perspective des contacts et des échanges

plus étroits entre deux mondes aux idéologies opposées qui, justement, effraie la fraction la plus dure et déterminée des communistes soviétiques. De cela, Brejnev devait tenir compte s'il voulait éviter des déboires. Il s'y est employé en insistant souvent sur le fait que la politique léniniste de co-existence pacifique (il en rapporte la paternité à Lénine, et cela non sans raison) laisse intacte l'opposition idéologique qui continue de dresser le communisme contre l'impérialisme capitaliste.

Tandis que tous les moyens de diffusion publique étaient mobilisés en Union soviétique, aussi bien avant le voyage du Secrétaire général que pendant et longtemps après, pour démontrer l'importance fondamentale de ce déplacement dont on voulait expliquer qu'il était une étape essentielle de la politique léniniste du Parti, des articles signés de personnalités autorisées firent leur apparition peu après le retour de Brejnev dont l'objet était manifestement de refroidir la satisfaction assez générale que ce rapprochement avec le pays le plus riche et le plus avancé tendait à susciter dans le public.

Le 10 juillet 1973, un docteur en histoire rappelait que le parti léniniste se distingue par son aptitude à définir correctement et à faire résolument usage de toute situation révolutionnaire qui s'établit dans tel ou tel pays. Les révolutionnaires léninistes donnent sans doute la préférence aux moyens pacifiques de lutte, mais ils sont prêts d'agir par le moyen des armes. Leur action peut être - en fait, est-il dit, elle est, légale ou dissimulée, prête à recourir, selon les situations, aux grèves, aux discours parlementaires, aux démonstrations et campagnes électorales, aux descentes dans la rue ainsi même qu'aux négociations avec les syndicats et les industriels. De cette manière, toutes les méthodes et les possibilités doivent être subordonnées à la tâche de la réorganisation



révolutionnaire de la société. Dans les conditions actuelles de la détente internationale, il est essentiel de préserver et de développer ces caractéristiques révolutionnaires. C'est en se fondant sur elles et sur les traditions léninistes que les communistes utiliseront avec efficacité les chances offertes par la réaffirmation de la co-existence pacifique et de la coopération des Etats à systèmes sociaux différents. L'auteur de l'article rappelle encore que les principes qui étaient valables du temps de Lénine n'ont rien perdu de leur valeur: le développement capitaliste tend inévitablement à l'impérialisme, aussi l'Union soviétique conserve-t-elle la même tâche historique qui est de renverser le pouvoir des exploités et de construire le socialisme et le communisme.

Baranov, le Directeur de l'Institut des études américaines, écrivait tout récemment dans la Pravda que le développement actif des relations entre l'URSS et les USA ne supprime en rien les différences fondamentales qui existent entre les systèmes sociaux-économiques, les politiques et les idéologies des deux pays. Les deux Etats aux systèmes sociaux distincts sont engagés et continueront d'être engagés dans une lutte historique inéluctable. Baranov cite ces propos de Brejnev au 100ème anniversaire de la mort de Lénine: "Le Comité central du Parti n'a pas cessé de considérer que la lutte de classes entre les deux systèmes: capitaliste et socialiste, va se poursuivre, que ce soit dans les domaines économique, politique ou, surtout, idéologique. Il en sera ainsi parce que la conception du monde et les buts de classe du socialisme et du capitalisme sont opposés et irréconciliables. Nous devons orienter cette lutte historiquement inévitable vers des voies qui soient dégagées des dangers de guerre, des conflits risqués et de la course incontrôlée des armements." S'il faut persévérer dans la voie de la détente, continue ensuite Baranov, il

est essentiel de demeurer vigilant, car la possibilité d'un retour à la guerre froide ne peut pas être exclu.

Sur la volonté soviétique de parvenir à la détente internationale et d'éloigner, si possible définitivement, le spectre de la guerre, il ne peut y avoir aucun doute. Outre que les Russes ont la phobie de la guerre, le régime a besoin de la détente pour déployer dans les meilleures conditions les moyens par lesquels il espère faire pénétrer peu à peu le communisme dans les pays à régime libéral. Nombreux sont les témoignages qui disent, ici même, que ces efforts de Moscou ne se relâchent pas. Ainsi, la revue "Syndicats soviétiques" écrivait dernièrement sous le titre "Cols blancs dans les rangs des grévistes" que l'ampleur croissante des grèves des employés (banques, Etat) en Italie, France, Japon, USA, était une conséquence du rôle joué par les organisations syndicales mondiales dont le dernier Congrès a eu lieu en automne 1972 à Moscou.

La formule de la co-existence pacifique "entre pays à régimes sociaux différents" avait été imaginée par Lénine lorsque l'Union soviétique était en proie aux plus grandes difficultés économiques et que l'aide des pays capitalistes, des Etats Unis en particulier, s'avérait comme indispensable. La situation a changé, mais tout se passe comme si le Politbureau en était venu à la conclusion qu'à moins de recevoir une aide économique et technologique continue et considérable des pays les plus développés (et ce sont les pays capitalistes), non seulement elle ne rattrapera passon retard, mais le fossé qui la sépare de ces pays ira s'élargissant. Tout contribue à montrer que c'est là ce que Brejnev a clairement réalisé et ce qu'il a réussi, non sans mal, à faire admettre à ses collègues et aux membres du Comité central. L'aide occidentale qui doit se faire sous la forme de la coopération "mutuellement avanta-



geuse" (un Russe n'admettra jamais que quiconque est en mesure d'aider son pays), implique inévitablement une "ouverture" vers ce monde dont la masse soviétique doit être tenue à l'écart. Cette perspective ne pouvait plaire aux plus durs. La reprise de la formule léniniste de la co-existence pacifique, avec les développements qu'elle implique pour les initiés, est un des moyens par lesquels le Secrétaire général a rallié les hésitants et fait plier les opposants.

Une mention de ce que Lénine confiait à un mémorandum longtemps tenu secret, jette quelque lumière sur ce que la co-existence pacifique représente pour les Soviétiques:

"...Tenant compte du long processus qu'implique le développement de la révolution mondiale socialiste, il est nécessaire de recourir à des manoeuvres spéciales capables d'accélérer notre victoire sur les pays capitalistes: 1) faire savoir - de façon à rassurer les sourds-muets (il s'agit des capitalistes incapables de saisir la réalité des choses) - que le Gouvernement et des organes comme le Parti et le Politbureau sont indépendants. 2) exprimer notre voeu d'établir immédiatement des relations diplomatiques avec les pays capitalistes sur la base de la non-interférence totale dans leurs affaires internes. Les sourds-muets le croiront. Ils seront même enchantés et nous ouvriront grand leurs portes, portes par lesquelles nous nous empresserons de faire entrer les émissaires du Komintern et les organes d'investigation de notre Parti, tous déguisés en représentants diplomatiques, culturels et commerciaux. Dire la vérité est un préjugé bourgeois et mesquin. Une contre-vérité, en revanche, est souvent justifiée par la fin. Tous les capitalistes du monde et leurs gouvernements fermeront les yeux sur ces activités dont j'ai fait mention, et ils ne seront désormais pas seulement des sourds-muets, mais aussi des aveugles. Ils nous fourniront des crédits que nous utiliserons pour appuyer les partis communistes de leurs pays. Ils nous livreront des marchandises et la technologie dont nous manquons et qui restaureront notre industrie d'armement. En d'autres termes, ils travailleront durement à préparer leur suicide."

[ Les sourires, les tapes dans le dos et les mots d'esprit de Brejnev à Washington ou San Clemente ne saurait dissimuler cette vérité que le Secrétaire général du Parti est un homme dur, forgé par le Parti, trempé par les risques d'une progression amorcée sous Staline et poursuivie sous un Khrouchtchev aux humeurs incertaines. Il est des plus probables qu'il a été parmi les premiers à discerner les risques de relations renforcées et multipliées avec le monde occidental. On peut donc admettre qu'il n'a pas voulu tellement briser ses opposants que les convaincre des mérites d'une politique visant à une fructueuse coopération avec les pays capitalistes n'excluant nullement la poursuite de la lutte sur le plan idéologique. Bien au contraire, le climat de détente que l'URSS s'est résolue à favoriser doit créer des conditions plus avantageuses pour la pénétration communiste dans les pays libres. Quant aux risques d'un affaiblissement de la discipline idéologique à l'intérieur de l'Union soviétique, il paraît acquis que Brejnev n'a pas hésité à encourager les mesures visant à sévir contre les défaillants. La présence, depuis avril dernier, d'Andropov, chef de la KGB, au Politbureau dit assez la détermination du Parti à briser toute velléité de "déviationisme". Et de fait, la main de la police se fait sentir partout avec plus de rigueur, la surveillance de tous est plus stricte comme les diplomates le constatent parfois à leurs dépens, et ceux, enfin, qui ne s'alignent pas, sont pris en charge par les organes de sécurité.

En procurant à l'URSS les promesses d'une assistance extérieure propre à promouvoir l'économie soviétique attardée, en éloignant le spectre de la guerre par l'effet de la "politique léniniste de paix" et en démontrant que les meilleures conditions étaient ainsi créées pour la poursuite de la

lutte idéologique du communisme contre un capitalisme en voie de décomposition, le Secrétaire général a rallié à lui une majorité que les tièdes ou les opposants n'ont pu faire autrement que de rejoindre pour autant qu'ils n'avaient pas été simplement évincés. Le drapeau de Lénine que le Chef du Parti a pris soin de brandir plus haut à chacune des étapes de sa progression lui valait une immunité qu'il eut été risqué d'attaquer. Mieux valait, pour conserver les privilèges qui s'attachent à chaque fonction et qui sont une caractéristique de ce régime, approuver avec enthousiasme les initiatives du plus fort et contribuer ainsi au renforcement de sa position.

Brejnev s'est détaché maintenant de ses pairs pour se placer entre Lénine et eux. Il ne participe plus, étant le premier, à la liste alphabétique dans laquelle ils prennent place. Tout permet de penser qu'il n'a plus d'opposant avoué au sein du Politbureau où il domine. ] Faut-il en conclure qu'il cherchera à se débarrasser de Podgorny pour ajouter à sa charge celle de Chef de l'Etat? Ou bien qu'il fera partir Kossyguine pour, comme Krouchtchev, cumuler les fonctions de Secrétaire général du Parti et de Premier Ministre? Cela semble des plus improbables. Devenir Chef de l'Etat serait une capitis deminutio puisqu'il a déjà revêtu cette charge entre 1960 et 1964 et qu'elle est avant tout honorifique. On ne le voit d'ailleurs guère obligé de recevoir les lettres de créances des ambassadeurs qui se succèdent ici rapidement. D'autre part, alors que Kossyguine est l'homme désigné pour diriger le gouvernement avec compétence, il serait inattendu que le Chef du Parti, qui a déjà 67 ans et a connu un infarctus, veuille se charger d'une tâche si lourde et de responsabilités nouvelles dont il n'a que faire. Au demeurant, il n'hésite pas, on l'a vu, à s'arroger des compétences appartenant à d'autres chaque fois qu'il y voit un profit pour sa personne. Les dernières années ont montré que

- 12 -

Brejnev est assez sage pour ne pas provoquer des crises qui endommageraient au dehors le crédit de l'URSS et, à l'intérieur, susciteraient l'inquiétude dans la masse. L'élimination de Voronov et de Chelest, prévisible longtemps d'avance, s'est faite doucement et sans douleur. Il en sera de même de ceux, au Politbureau et au Secrétariat du Comité central, dont Brejnev souhaiterait qu'ils s'effacent mais qui, neutralisés où ils sont, ne gênent pas: Chelepin, Polianski? D'autres, avant longtemps, devront partir parce qu'ils seront trop vieux: Pelche (74 ans), Souslov (71) bien qu'il soit encore vert, Gretchko (70) et Podgorny (70) qui peuvent subsister mais pour combien de temps?

Tous, maintenant, soit par conviction, soit par opportunité, joignent leurs voix aux thuriféraires qui louent du Secrétaire général "l'énergie, le courage, les efforts infatigables, la grande contribution personnelle au renforcement de la paix, le don de tout son coeur et de chaque gramme (sic) de ses forces pour l'offensive de la paix, et enfin son image de commandant résolu et sans peur". Le culte de la personnalité s'impose pourtant la modération. Brejnev n'en veut pas plus qu'il n'en faut, probablement, afin de ne pas créer le prétexte à une accusation. Sa force première réside cependant en ceci, qu'il ne prend jamais une initiative majeure sans aussitôt s'assurer de l'appui officiel et largement publié de tous les organes du pouvoir soviétique, à commencer par le Comité central, le Présidium du Soviet Suprême et le Conseil des Ministres. C'est ce qui vient encore de se passer lorsque, le 3 août, le Comité central du Parti a donné sa pleine approbation à la réunion des chefs de Partis des pays socialistes en Crimée et qu'il a rendu en même temps hommage à la contribution du Secrétaire général dans le succès de cette rencontre.

- 13 -

On ne voit pas bien comment un accident pourrait survenir à Brejnev sur la voie dont il définit le tracé et de laquelle il prend soin d'éliminer tous les obstacles.

Seule une erreur considérable de sa part pourrait provoquer l'accident.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'D. H. G.' or similar, written in a cursive style.